

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Le capitalisme, c'est la guerre ! Guerre au capitalisme !

Un nouveau déluge de bombes vient de s'abattre sur les populations d'Irak. En quatre jours, ce sont plus de quatre cent missiles de croisières, soit un nombre déjà supérieur à ce qui avait été utilisé en 1991 lors de la "Tempête du Désert" de sinistre mémoire, qui ont été tirés. Bien que les médias ne fassent état que d'un nombre officiel relativement limité de victimes, c'est bel et bien un nouveau massacre qui vient d'être perpétré en Irak. Car l'expérience ne peut pas laisser le moindre doute à ce sujet. En effet, jusqu'à ce qu'une partie de la vérité émerge, ne nous avait-on pas répété à satiété en 1991 que, grâce à la sophistication des moyens employés et aux "frappes chirurgicales", les bombes savaient "détruire sans tuer" ? Résultat : 500 000 morts !

Le sort de millions d'êtres dans le monde est soumis à la permanence de

guerres toujours plus nombreuses dont ils sont les premières victimes et dans lesquelles ils n'ont aucun intérêt à défendre. Mais il est des moments où cette barbarie guerrière connaît des accélérations à travers de véritables plongées dans l'horreur : les massacres de la guerre du Golfe en 1991 et les séquences qu'en subissent encore les soldats et populations alors exposées aux combats ; la guerre en Yougoslavie avec sa purification ethnique ; le génocide rwandais avec près d'un million de victimes (1), etc. Le déchaînement de l'opération "Renard du Désert" en fait aujourd'hui partie.

Des justifications idéologiques plus difficiles à faire passer

La bourgeoisie des grandes puissances "civilisées" trouve toujours des ali-

bis idéologiques à ses opérations militaires. Lors de la guerre du Golfe de 91, c'était la croisade du "droit international" contre les violations de celui-ci opérées par Saddam Hussein (2). L'action "humanitaire" a aussi largement servi de prétexte et de paravent pour justifier le positionnement militaire des grandes puissances sur le terrain des conflits pour y défendre ou étendre leur influence. Ainsi, dans le conflit yougoslave, la France - tout en élevant de véhémentes protestations contre la politique de purification ethnique serbe à l'encontre des Bosniaques - a tout fait, en sa qualité de force d'interposition, pour favoriser militairement la Serbie. Quant au Rwanda, la France, encore elle, ne peut aujourd'hui feindre d'ignorer les accusations concernant son implication directe dans le génocide de centaines de milliers de Tutsis, moyen

extrême alors utilisé pour défendre son influence dans cette partie de l'Afrique face à la pression de l'impérialisme américain (3). Et bien que de telles accusations émanent de ses rivaux impérialistes, elles n'en sont pour autant pas moins fondées.

Mais aujourd'hui, les justifications idéologiques sont beaucoup plus difficiles à faire passer. Les Etats-Unis font valoir la suivante : "Attaquer les programmes d'armement nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak et sa capacité militaire de nuire à ses voisins". Pour cela ils s'appuient sur le rapport du très contesté Richard Butler, chef de l'UNSCOM, affirmant que "la commission n'est pas en mesure de mener un travail substantiel de désarmement." Comme n'ont pas manqué de le relever les rivaux impérialistes des

Etats-Unis, ce rapport constituait un véritable "feu vert" aux bombardements américains. De toute évidence, ce rapport, qui n'a préalablement pas été soumis aux adjoints français et russes du chef de l'UNSCOM, est un faux. En effet, comme le mettent en évidence les détracteurs de la marionnette australienne des Etats-Unis, "l'UNSCOM a détruit plus d'armes de destruction massive que ne le firent les bombardements de janvier-février 1991". De plus, Saddam Hussein, parfaitement conscient que les Etats-Unis cherchaient à tout prix un prétexte pour intervenir militairement, n'allait certainement pas leur en fournir un (comme le montre sa dernière reculade, au dernier moment, du mois d'octobre). L'histoire montre que la bourgeoisie a une très longue

(SUITE PAGE 5)

Les syndicats sabotent le développement des luttes ouvrières

Lors du mouvement de décembre 95 contre le plan Juppé, alors que l'ensemble de la classe ouvrière n'était pas encore prête à engager la lutte, les syndicats avaient mis toutes leurs forces dans la bataille pour mobiliser un maximum d'ouvriers derrière leurs slogans appelant à "l'unité" et à "l'extension" de la lutte dans tous les secteurs.

Aujourd'hui, face aux attaques massives du gouvernement de gauche qui n'a fait que poursuivre et renforcer la politique antiouvrière de Juppé, on n'entend plus nulle part les syndicats appeler à une riposte unie de toute la classe ouvrière, alors que le ras-le-bol s'est généralisé dans tous les secteurs et que partout les prolétaires manifestent leur volonté de se battre.

La combativité ouvrière s'affirme dans tous les secteurs

Tout au long du mois de décembre, une multitude de grèves ont éclaté dans le public comme dans le privé, venant confirmer que la classe ouvrière est en train de reprendre le chemin de ses luttes face à l'accélération des attaques de la bourgeoisie :

- grèves des travailleurs du secteur bancaire contre la double échelle des

salaires et contre la réduction des jours de congés résultant de la mise en place des 35 heures ;

- grève des employés des grands magasins contre l'annualisation et la flexibilité imposées avec l'application de la loi Aubry ;

- grèves contre les licenciements à la Seita, dans les chantiers navals du Havre, aux usines Levi-Strauss du Nord, à Shell, aux usines Thomson et SEB, etc. ;

- grèves surprise des personnels navigants de la filiale française de British Airways contre les baisses de salaire de 30%.

Dans le secteur public, ces dernières semaines ont été marquées non seulement par la grève des contrôleurs de la SNCF contre la baisse des effectifs, mais également dans les PTT, aux impôts, dans le secteur hospitalier, dans les ANPE, dans l'Education Nationale, etc.

Toutes ces luttes qui simultanément ont mobilisé les ouvriers du public comme du privé, sont autrement plus significatives que celles de décembre 95 qui ont culminé dans un mouvement monté de toutes pièces par les syndicats (1). Alors qu'il y a trois ans les syndicats avaient dû faire le forcing

pour entraîner les ouvriers dans le mouvement de décembre 95, aujourd'hui c'est la poussée de la combativité ouvrière qui les oblige à prendre les devants pour saboter et garder le contrôle des luttes.

Dans certains secteurs, les syndicats ont même été amenés à prendre le train en marche, comme ce fut le cas notamment au Centre Hospitalier Spécialisé de Villejuif (secteur psychiatrique) dans la région parisienne, en grève depuis la fin octobre. Le conflit a démarré à partir du service pour malades difficiles Henri Colin, suite à la suppression brutale de la prime de risque (de 1000 francs par mois) pour les infirmiers. Immédiatement, la grève s'est étendue à l'ensemble du personnel de l'hôpital autour de l'élargissement des revendications contre la réduction des effectifs et la dégradation générale des conditions de travail. Face à cette explosion de combativité, ce sont les gauchistes du CRC (syndicat "alternatif") qui ont dû se porter à la tête du mouvement en mettant en place un comité de grève, so-disant non syndical, que les syndicats CGT, CFDT, FO se sont empressés de soutenir pour ne pas se discréditer. Dans ce conflit, la volonté de se battre tous ensemble contre les attaques de

l'Etat s'est manifestée par la tendance à généraliser les revendications par-delà les intérêts spécifiques à telle ou telle catégorie.

Ce n'est pas un hasard si la bourgeoisie a fait le black-out total sur ce conflit. Là où les syndicats ne sont pas à l'initiative de la lutte, là où ils sont obligés de s'appuyer sur le "syndicalisme de base" pour contrôler, encadrer et étouffer la colère ouvrière, la bourgeoisie s'efforce comme toujours de faire le silence. L'objectif d'un tel black-out vise à empêcher que d'autres secteurs

ne suivent le mauvais exemple des travailleurs de Villejuif.

Les manoeuvres syndicales : isoler et disperser les luttes

Si le mot d'ordre de décembre 95 : "Tous ensemble dans la lutte" n'est plus à l'ordre du jour pour les syndicats, c'est bien parce que ces forces d'encadrement bourgeoises redoutent par dessus tout une riposte généralisée de toute la classe ouvrière. Et cette inquiétude est d'autant plus légitime que ce sont les

(SUITE PAGE 3)

Dans ce numéro

Première guerre mondiale :

L'entrée du capitalisme dans sa période de décadence p. 2

Chômeurs : les manoeuvres de la gauche et des syndicats p. 3

Front national : Le Pen, Mégret, Jospin, même combat ! p. 3

Le livre Lénine de HCE :

la bourgeoisie a toujours soutenu Staline contre Lénine p. 4

"Droits de l'homme" : le cynisme de la classe dominante p. 4

Sommet France-Afrique : une machine de guerre de l'impérialisme français p. 5

Intervention du CCI :

L'anarchisme n'a rien à offrir à la classe ouvrière p. 6

Allemagne 1919 : la social-démocratie écrase l'insurrection ouvrière p. 8

La boucherie de 1914-1918 signe l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence

Dans l'ensemble des récentes commémorations que la bourgeoisie a consacrées à la fin de la Première Guerre mondiale, il n'a jamais été évoqué les événements qui ont conduit les gouvernements à mettre un terme à la guerre : le mouvement révolutionnaire qui s'est développé en Allemagne à la fin de 1918 (lire l'article "La révolution en Allemagne met fin à la première guerre mondiale", *R/I* n° 284, novembre 1998). Mais elle s'est tout autant abstenue d'évoquer les véritables causes de ce massacre.

Les fausses explications de la bourgeoisie

La fameuse imagerie d'Epinal sur l'assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajevo par un nationaliste serbe début août 1914 est toujours servie pour faire accréditer la thèse de la responsabilité belliciste d'un seul des deux camps en présence. Elle permet d'y voir un prétexte tout trouvé par l'Allemagne et son alliée autrichienne pour déclarer la guerre à la petite nation serbe et pour déstabiliser les Balkans afin de s'ouvrir la porte du Moyen-Orient, "obligeant" les "amis" de la Serbie, au premier rang desquels la France, la Grande-Bretagne et la Russie, à intervenir. Certains "historiens" vont jusqu'à avancer que, du côté des forces de l'Entente également, le "soutien" à la Serbie n'était pas vraiment "désintéressé", mettant par exemple en avant les visées spécifiques de la Russie envers le Bosphore et les Dardanelles qui devaient lui permettre l'accès à la Méditerranée. Les seules conclusions dégagées par les "spécialistes" n'ont servi qu'à montrer du doigt les "responsabilités particulières" de tel ou tel Etat, dans le rôle du "méchant", du "fauteur de guerre". Cela permet évidemment à l'autre camp d'embrigader sa chair à canon au nom d'une "juste cause". De même, dans l'engagement de la France contre l'Allemagne, peut être évoquée l'arrière-pensée revancharde de "récupérer" l'Alsace et la Lorraine, mais même cela est souvent présenté comme une aspiration rien moins que "légitime".

Cependant, dans aucune de ces analyses ne se trouve mis en cause le véritable responsable de la guerre : le système capitaliste lui-même. Seul, le marxisme permet de comprendre que ce n'est pas la "volonté" ou la "rapacité" en soi de tel ou tel gouvernement, de telle ou telle puissance qui est à l'origine de la guerre, mais les lois même du capitalisme. Si les idéologues bourgeois ont été capables de souligner l'implication de tous les pays développés et le caractère mondial de cette guerre, de même que le pas qualitatif qu'elle a représenté par rapport aux guerres antérieures du point de vue des massacres et des destructions qu'elle a occasionnés, ils se sont bien gardés de donner une explication de fond à ces caractéristiques nouvelles, en les attribuant exclusivement au système d'alliances qui l'avaient précédé et aux progrès des armements.

La barbarie capitaliste de la Première Guerre mondiale

Si la bourgeoisie s'est toujours évertuée à lier la guerre de 14/18 aux guerres, aux alliances et aux rivalités du siècle précédent, c'est qu'elle cherche à gommer et à masquer les différences fondamentales entre le conflit de 1914 et tous les précédents, révélatrices de

l'évolution catastrophique du capitalisme.

La différence la plus marquante, celle qu'elle éprouve le plus de difficultés à occulter, c'est évidemment le carnage et la barbarie que cette boucherie a fait déferler sur le monde "civilisé". Aujourd'hui, après l'expérience d'un niveau de barbarie encore bien plus important atteint par la Seconde Guerre mondiale, avec le déchaînement de génocides, de guerres localisées, d'attentats meurtriers qui ravagent quasi-quotidiennement la planète, avec sous nos yeux le sinistre "remake" de la guerre du Golfe et son déluge de bombes meurtrières qui s'abattent une nouvelle fois en ce moment même sur Bagdad, la première boucherie mondiale fait déjà presque figure d'amateurisme en matière de tueries. Mais dans l'Europe du début du siècle, alors que le dernier conflit militaire d'importance remontait à 1870, alors que brillaient les ultimes feux de la "belle époque", celle de l'apogée du mode de production capitaliste qui avait permis à la classe ouvrière d'améliorer de façon significative ses conditions d'existence, la plongée brutale dans les massacres de masse, dans l'horreur quotidienne des tranchées et dans une misère inconnue depuis plus d'un demi-siècle furent vécus, particulièrement par les exploités, comme un sommet indépasseable de barbarie. Le conflit de 1870, par exemple, n'avait duré que quelques mois, il avait provoqué un nombre infiniment moindre de victimes et il n'avait nullement ruiné ni le vainqueur, ni le vaincu. Avec la Première Guerre mondiale, c'est par millions qu'il faut désormais dans chaque pays dénombrer les morts, les blessés, les mutilés, les invalides. Par exemple, en France, un tiers des jeunes qui avaient 20 ans en 1914 a été tué et il a fallu attendre 1950 pour que la population retrouve son niveau du 1er août 1914. C'est en années qu'il faut caractériser la durée de l'enfer quotidien que vivent les populations au front, dans les tranchées comme à l'arrière où c'est un travail accablant pour suppléer les mobilisés et produire toujours plus d'armes ; ce sont des hausses de prix qui divisent par deux ou par cinq les salaires, ce sont la faim et les queues interminables devant les boutiques vides.

L'autre caractéristique marquante et inédite de cette guerre, et qui explique cette barbarie massive, c'est qu'elle est totale et implique la mobilisation de toutes les forces vives de toute la société ; toute la puissance de l'industrie, toute la main d'oeuvre valide sont mises au service d'un but unique : la production d'armements. Tous les hommes, depuis la fin de l'adolescence jusqu'au début de la vieillesse sont mobilisés. Elle est totale aussi du point de vue des dégâts qu'elle provoque dans l'économie. Les pays servant de champs de bataille sont détruits ; dans certaines zones de combat, on ne pourra même plus cultiver la terre après les hostilités ; l'économie des pays européens sort ruinée de la guerre : c'est la fin de leur puissance séculaire et le début de leur déclin au bénéfice des Etats-Unis. Elle est totale, enfin, du fait qu'elle n'a pas été circonscrite aux premiers belligérants : c'est pratiquement tous les pays d'Europe qui y ont été entraînés et elle a embrasé les autres continents avec les fronts de guerre au Proche-Orient, avec la mobilisation des troupes coloniales et l'entrée en guerre de Etats-Unis.

Les guerres du siècle précédent avaient en général comme principale fonction

d'assurer à chaque nation capitaliste une unité et une extension territoriale nécessaires à son développement. En ce sens, malgré les calamités qu'elles entraînaient, ces guerres constituaient un moment de la nature progressive du capitalisme. Elles ont ainsi permis à plusieurs Etats européens de s'édifier ou de se consolider comme nation. Cela fut le cas de certaines guerres de libération nationale qui, en secouant le joug d'empires ou de monarchies réactionnaires, pouvaient avoir une fonction progressiste pour le capitalisme. Ce fut aussi le cas de la guerre de 1870 de l'Allemagne contre la France qui a représenté une étape décisive pour cimenter l'unité allemande autour de Bismarck, c'est-à-dire en posant les bases d'un formidable développement des forces productives et pour la constitution du secteur le plus important du prolétariat industriel d'Europe.

De même, les guerres coloniales, qui se donnaient pour but la conquête de nouveaux marchés extra-capitalistes et l'approvisionnement en matières premières, s'inscrivent dans le cadre de l'expansion de l'ensemble du capitalisme et du développement des forces productives au niveau mondial.

La réelle signification de la Première Guerre mondiale

Par contre, la guerre de 1914-1918 annonce la nature totalement différente des guerres qui vont se déchaîner au cours du XXe siècle. En effet, elle ne débouche pas sur un renforcement et un nouveau développement du capitalisme. Elle est la première et la plus expressive manifestation d'une nouvelle pé-

riode dans la vie du capitalisme où le surgissement de la guerre n'est plus un moment de l'expansion de son mode de production mais, au contraire, l'expression de l'impossibilité de poursuivre cette expansion. La guerre a changé de nature : elle ne permet plus la conquête de nouveaux marchés extra-capitalistes à travers la constitution et le développement des nations, mais ses caractéristiques révèlent désormais les limites et les contradictions du système capitaliste. La guerre, entièrement conditionnée et orientée, non plus par des nécessités économiques du développement des forces productives de la société, mais par une volonté entièrement politique de repartage du monde, prend la forme universelle d'un affrontement impérialiste entre Etats ou plutôt entre groupes de nations. C'est pourquoi la Première Guerre mondiale est le signe le plus indiscutable de l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, au cours de laquelle ce dernier ne peut plus apporter ni améliorations durables pour les conditions d'existence du prolétariat en particulier, ni même quoi que ce soit de positif pour l'humanité en général.

C'est pourquoi, dès son surgissement, la Première Guerre mondiale, en plongeant brutalement l'ensemble du prolétariat dans les pires conditions de misère et d'atrocités, pousse la classe ouvrière à se mobiliser contre la guerre sur son propre terrain de classe, malgré la trahison de la majorité de ses représentants dans les partis sociaux-démocrates au sein de la IIe Internationale. C'est pourquoi une poignée de révolutionnaires, reprenant les profondes aspirations du prolétariat, se sont élevés

"à contre-courant" contre la guerre et ont appelé les masses populaires à *"transformer cette guerre impérialiste en guerre civile"*, prenant de façon déterminante leurs responsabilités dans la vague révolutionnaire qui devait culminer en Octobre 1917. C'est pourquoi, dès son Manifeste de fondation début 1919, la IIIe Internationale proclamait qu'une "nouvelle époque" était née : celle des guerres et des révolutions. C'est pourquoi, quelques semaines auparavant, Rosa Luxembourg, reprenant avec force les prévisions avancées par Marx et Engels au siècle précédent, annonçait que la seule alternative - toujours d'actualité - était désormais : *"Ou l'avènement du socialisme, ou la chute dans la barbarie."* Qui mieux qu'elle en effet a pu cerner et décrire ce que constitue la guerre comme manifestation des convulsions de l'agonie d'un capitalisme pourrissant, elle qui écrivait, de sa prison, dès avril 1915 ? : *"Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne des dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité, qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment"* (*La Crise de la Social-Démocratie*).

FMB

(D'après la *Revue Internationale*, n° 96, 1er trimestre 1999)

ALLEMAGNE 1919 (SUITE DE LA PAGE 8)

Comme un membre du gouvernement le déclara le 3 février 1919 : *"Dès le début, un succès des gens de Spartakus était impossible parce que, grâce à notre préparation, nous les avons forcés à une insurrection immédiate."* Le 19 janvier, la "démocratie" triompha : les élections à l'Assemblée nationale eurent lieu. Pour se mettre à l'abri de la pression des luttes ouvrières, le gouvernement se réfugia, entre temps, à Weimar. La république de Weimar s'instaura ainsi sur des milliers de cadavres ouvriers. Avec le massacre du prolétariat à Berlin, le coeur du prolétariat avait été touché, et les Corps francs purent être déplacés vers d'autres centres de résistance prolétarienne dans d'autres régions d'Allemagne ; car, au même moment, dans quelques villes qui étaient isolées les unes des autres, des républiques avaient été proclamées depuis le début de novembre 1918 (le 8 en Bavière, le 10 à Brunswick, à Dresde et à Brême), comme si la domination du capital pouvait être renversée à travers une série d'insurrections isolées et dispersées. Aussi, les mêmes troupes contre-révolutionnaires marchèrent sur Brême en février. Après avoir plongé les ouvriers dans un nouveau bain de sang, elles procédèrent de même dans la Ruhr en mars et, en avril, 100 000 contre-révolutionnaires marchèrent sur la Bavière pour écraser la "République de Bavière". Avec la défaite du soulèvement de janvier 1919 à Berlin, avec les massacres dans beaucoup d'endroits d'Allemagne au cours de l'hiver 1919, la bourgeoisie était parvenue à imposer son ordre.

Rosa Luxembourg et Leo Jogiches critiquèrent violemment le mot d'ordre de renversement immédiat du gouvernement lancé par le "Comité révolutionnaire". L'attitude précipitée des "hommes de confiance révolutionnaires", brûlant d'impatience et en définitive manquant de réflexion, fut à l'origine de cette défaite sanglante. Le 15 janvier 1919, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht furent assassinés par les hommes de main du SPD. Avec le massacre des ouvriers de Berlin, l'assassinat des principaux dirigeants du KPD, le mouvement avait été décapité, l'arme féroce de la répression s'était abattue sur les ouvriers. Le 17 janvier, le *Rote Fahne* fut interdit.

Elle était parvenue à enrayer la généralisation mondiale de la révolution prolétarienne. Après une autre série de massacres des mouvements en Autriche, en Hongrie, en Italie, les ouvriers en Russie restèrent isolés et furent alors exposés aux attaques de la contre-révolution. La défaite des ouvriers en Allemagne ouvrit la voie à une défaite internationale de toute la classe ouvrière, et ouvrit le chemin d'une longue période de contre-révolution.

La principale leçon de cette défaite est que toute confusion et illusion sur la social-démocratie et les partis de gauche comme sur la possibilité de travailler dans et avec les syndicats, qui assumèrent ouvertement en 1919 le rôle de bourreau de la classe ouvrière, toute tergiversation sur le pouvoir des conseils ouvriers et le caractère mondial de la révolution prolétarienne, auraient à l'avenir des conséquences catastrophiques pour la reprise des combats de classe.

DMS

(1) Les "hommes de confiance révolutionnaires", *Revolutionnaire Obsolete* (RO), étaient constitués, à l'origine, essentiellement de délégués syndicaux élus dans les usines, mais qui avaient rompu avec les directions social-chauvines des centrales syndicales. Ils étaient le produit direct de la résistance de la classe ouvrière contre la guerre et contre la trahison des partis ouvriers et des syndicats. Malheureusement, la révolte contre la direction syndicale, les conduisirent souvent à être rétifs à l'idée de centralisation et à développer un point de vue trop localiste, voire usiniste. Ils furent souvent une proie facile pour la politique de l'USPD.

Les syndicats sabotent le développement des luttes ouvrières

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

partis de gauche au gouvernement qui sont aujourd'hui les maîtres d'oeuvre des attaques antiouvrières. Compte tenu des liens qui unissent les grandes centrales syndicales CGT et CFDT au PCF et au PS, on comprend l'énorme réticence des syndicats à organiser un grand mouvement de protestation contre la politique d'austérité de la gauche au gouvernement. Au contraire, toutes leurs manoeuvres de sabotage des luttes montrent leur étroite complicité avec l'Etat capitaliste contre la classe ouvrière.

Ainsi, face à la simultanéité des grèves ces dernières semaines dans tous les secteurs, ces manoeuvres ont consisté à :

- isoler les secteurs en lutte les uns des autres en mettant en avant non pas des revendications communes à tous, mais

des revendications localistes, spécifiques à chaque secteur, chaque branche et chaque entreprise. Ainsi, alors que la question des effectifs se pose avec une acuité redoublée dans l'ensemble des grèves ouvrières, comme chez les employés de la SNCF, des hôpitaux, des PTT, des centres des impôts, ces derniers ont été appelés à entrer en grève au même moment pour ces mêmes revendications communes (celles des effectifs), mais chacun dans son coin, soigneusement mis à l'écart les uns des autres ;

- empêcher l'extension de la lutte au sein d'un même secteur. C'est ce qu'on a vu en particulier dans la grève des infirmiers de Villejuif. Alors que la grève avait éclaté fin octobre, les syndicats ont fait le black-out total sur ce conflit pendant plus d'un mois afin d'em-

pêcher une contagion du conflit aux autres hôpitaux de la région parisienne. Par ailleurs, lorsque sous la poussée de la combativité des travailleurs de Villejuif, les syndicats CGT, CFDT, FO et CRC ont été contraints d'appeler les travailleurs des autres hôpitaux à une assemblée générale à Villejuif, leur manoeuvre a consisté à saboter l'extension du mouvement en informant le personnel des hôpitaux quelques heures seulement avant la tenue de l'AG, ce qui rendait toute mobilisation impossible du fait des contraintes du service minimum imposées dans le secteur de la santé. L'objectif de ces manoeuvres de sabotage est évident : enfermer les travailleurs de Villejuif dans les murs de "leur" hôpital en laissant pourrir la grève sur place ;

- empêcher l'unification de la lutte au sein d'un même secteur. Comme on l'a vu dans le conflit à la SNCF, les cheminots ont été appelés à faire grève chacun dans son dépôt, dans sa région, dans sa ville. De même, la reconduction de la grève ainsi que la reprise du travail chez les contrôleurs ont été négociées dans les AG locales par régions et par dépôts ;

- dévoyer la combativité des ouvriers dans des actions stériles. Ainsi, à Marseille, la CGT a poussé les cheminots dans des actions de blocages des voies ferrées tandis que les chômeurs étaient appelés à se dévouer dans les occupations des antennes ASSEDIC. A l'hôpital de Villejuif, c'est le blocage des admissions qui a été mis en avant. Ces actions prétendent "radicales" ont toujours été la manoeuvre par excellence grâce à laquelle les syndicats s'efforcent d'enfermer les ouvriers en lutte dans leur "boîte", paralysant toute tentative d'aller chercher la solidarité des autres secteurs et entreprises en lutte au même moment ;

- monter les ouvriers les uns contre les autres, en permettant au gouvernement de mettre en avant "l'impopularité" de telle ou telle lutte dans le secteur public. Ainsi, grâce aux actions "radicales" de la CGT à Marseille, le gouvernement a pu utiliser la grève des cheminots pour proposer, par la voix de Chirac, une limitation du droit de grève en imposant un service minimum dans tout le secteur public au nom de la défense des intérêts des "usagers". A l'hôpital de Villejuif, le blocage des admissions et l'isolement de la grève ont permis à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de réquisitionner les autres hôpitaux de la région pour accueillir les malades refoulés par Villejuif. Grâce aux manoeuvres syndicales, les grévistes étaient présentés comme responsables de la surcharge de travail du personnel soignant des autres hôpitaux.

Cette tactique syndicale d'éparpillement des luttes a encore permis aux forces d'encadrement bourgeoises d'utiliser le conflit hypermédiatisé à la SNCF pour faire croire aux ouvriers qu'en luttant seuls chacun dans son coin, dans son entreprise et derrière les syndicats, on peut faire reculer le gouvernement. Ainsi, au terme de treize jours de grève, le gouvernement et la direction de la SNCF ont pu négocier avec les syndicats la reprise du travail chez les contrôleurs en échange de quelques miettes : 1500 postes supplémentaires pour l'année 1999

(alors que 80 000 postes ont été supprimés en 15 ans !), une augmentation de 200 francs de la prime de roulants et la promesse d'une stabilisation des effectifs pour la première fois depuis 17 ans.

Les premiers signes de méfiance envers les syndicats

Néanmoins, cette victoire des syndicats est, contrairement à celle de leur grande manoeuvre de décembre 95, une victoire à la Pyrrhus. Aujourd'hui, ce n'est pas dans l'euphorie et aux cris de "On a gagné !" que les cheminots ont repris le travail. A la SNCF, comme dans toutes les autres entreprises du public et du privé, les ouvriers n'ont aucune illusion sur la prétendue "réduction du temps de travail" que gouvernement, patronat et syndicats s'efforcent de mettre en application. Par tout, les ouvriers ont de plus en plus conscience que la réduction du temps de travail préconisée par les syndicats est en réalité une attaque déguisée, destinée à augmenter les cadences, sans création d'emploi et accompagnée d'une baisse des salaires, à travers la flexibilité et l'annualisation du temps de travail.

Partout, les ouvriers sentent qu'il y a quelque chose de pas très net derrière cette convergence entre la politique de Martine Aubry et les mots d'ordres syndicaux revendiquant le "droit au temps libre". Dans certaines luttes, la méfiance à l'égard du jeu des syndicats a déjà commencé à s'exprimer ouvertement. Dans une AG au dépôt de Sotteville-les-Rouen, on a pu entendre des cheminots critiquer la façon dont les syndicats ont fait traîner la grève et la reprise du travail chez les contrôleurs. De même, dans une AG des PTT à la poste du Louvre à Paris, une minorité d'ouvriers a exprimé clairement cette méfiance en refusant de suivre le mot d'ordre de grève appelé par les syndicats et en applaudissant l'inter-

vention d'un postier dénonçant leur complicité avec les partis de gauche au gouvernement.

C'est justement cette tendance à la méfiance envers les syndicats qui explique encore le discours radical tenu par les trotskistes de Lutte Ouvrière, qui aujourd'hui commencent à se démarquer des syndicats notamment en critiquant la CGT et ses accointances avec le PCF au gouvernement : *"Les directions syndicales, et en particulier celle de la plus influente, la CGT, liée encore au PCF auquel appartient le ministre des Transports, pour une bonne part complice de la politique que subissent les cheminots, ne semblent pas considérer cette journée du 27 novembre comme une étape préparant la riposte d'ensemble nécessaire pour imposer des embauches à la SNCF. Les directions syndicales sont engagées dans leur rôle de 'partenaires sociaux' dialoguant avec la direction et n'ont pas l'intention d'en changer."* (Lutte Ouvrière n° 1585, 27 novembre 1998).

Trois ans après la grande manoeuvre de décembre 95 qui avait permis à la bourgeoisie de remettre en selle ses syndicats en leur redonnant une certaine crédibilité aux yeux des ouvriers, la situation a changé. Aujourd'hui, l'aggravation brutale de la crise économique et des attaques capitalistes ouvre la perspective d'une reprise des combats de classe. Et c'est à travers le développement de ses luttes que la classe ouvrière va être amenée de nouveau à se confronter aux syndicats, à déjouer leurs manoeuvres de sabotage, et à comprendre le rôle qu'ils jouent au service de l'Etat bourgeois.

Marine (18 décembre)

(1) Voir notre brochure *Luttes dans la fonction publique de décembre 95* Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

ECLATEMENT DU FRONT NATIONAL

Le Pen, Megret, Jospin, même combat !

Le mois de décembre a été le théâtre de féroces règlements de compte au sein du Front National qui ont présidé à son implosion et notamment à sa division entre deux fractions rivales. Ces événements ont été abondamment relatés et ont été commentés en long, en large et en travers par tous les médias sur un ton railleur et jubilatoire. Toute la bourgeoisie "démocratique", de droite, de gauche et d'extrême gauche, s'est ostensiblement félicitée devant cette guerre des chefs, laquelle conduisait à un affaiblissement de "l'ennemi fasciste", voire à sa déroute. Mais ce battage était surtout destiné à inviter les prolétaires à se réjouir de cette "bonne nouvelle", présentée comme un véritable cadeau de Noël et à célébrer dans l'allégresse cette "victoire", même momentanée, des forces démocratiques et du front républicain sur le prétendu "danger fasciste". Cette propagande n'est pourtant qu'un gigantesque rideau de fumée une fois de plus déployé pour détourner l'attention des ouvriers de leurs véritables problèmes de classe et à chercher à les orienter sur un terrain qui n'est pas le leur. Le Front National n'est qu'un parti bourgeois au même

titre que les autres. Comme hier, où la "montée" de la baudruche du FN a été fabriquée de toutes pièces par les manoeuvres politiciennes d'un Mitterrand, son éclatement aujourd'hui ne sert toujours que les mêmes intérêts : ceux de la bourgeoisie. Cependant, dans toute cette cuisine politique, le prolétariat n'a, quant à lui, pas de camp à choisir, pas plus celui de "l'antifascisme" qu'un autre. Son combat, c'est celui de la défense de ses intérêts de classe, celui de la défense de ses conditions de vie. Cette focalisation sur le Front National sert avant tout à mystifier les ouvriers, afin de leur faire croire que le danger qui peut les menacer, c'est le fascisme, alors que les ennemis les plus dangereux pour le prolétariat, ce ne sont pas les pantins d'extrême-droite qu'agitent tous nos bons "démocrates". Les plus dangereux, ce sont bien les partis de gauche, les syndicats et les organisations gauchistes qui, quand ils sont dans l'opposition, prétendent défendre spécifiquement les intérêts des ouvriers pour mieux saboter leurs luttes et qui, lorsqu'ils sont au gouvernement, leur portent les attaques les plus rudes.

Albizzia (17 décembre)

La gauche et les syndicats manoeuvrent pour isoler les chômeurs

De nouveau, à la veille des fêtes de fin d'année, les médias ont largement rendu compte des mobilisations de chômeurs pour réclamer "la prime de Noël". Cette répétition des événements de l'an dernier n'avait pas seulement pour but de réduire la lutte légitime de cette fraction de la classe ouvrière à une opération de charité. Elle a surtout constitué une manoeuvre pour renforcer le contrôle syndical sur les chômeurs et diviser la classe ouvrière.

Tout d'abord un constat s'impose. Contrairement aux luttes dans le secteur public et privé, qu'elles aient fait la une des médias ou bien aient été délibérément cachées par ceux-ci, ces manifestations de chômeurs n'ont nullement constitué la manifestation d'un début réel de mobilisation de cette fraction de la classe ouvrière. C'est à Marseille que le mouvement a connu son apogée à travers la manifestation du 3 décembre regroupant 5000 personnes. Lorsque celles-ci se sont retrouvées dans la rue à l'appel principalement des comités de privés d'emploi CGT et de AC !, elles ne savaient pas grand-chose de la manifestation, sinon qu'on pourrait s'y procurer le formulaire édité par les syndicats devant servir de base à l'attribution de l'allocation de Noël. Certains pensaient carrément que c'était l'ASSEDIC elle-même qui "appelait" à se rendre dans ce but au lieu de manifestation.

Cette exploitation honteuse par les organismes de l'ennemi de classe de la misère ouvrière visait à leur permettre de renforcer l'établissement d'un contrôle syndical sur les chômeurs avant que l'approfondissement de la crise et le développement de la lutte des actifs ne les poussent à leur tour à entrer sur la scène sociale (1).

A cette fin, pour donner des gages d'authenticité à leur démarche, militants associatifs (AC !, APEIS, etc.), syndicalistes (CGT) et stalinien (élus PC des Bouches du Rhône) n'hésitèrent pas à s'engager dans des actions "radicales" d'occupations d'ANPE les mettant aux prises avec la police aux ordres de la coalition PS-PC-Vers au gouvernement. Le comble de la duplicité des ces prétendus défenseurs de la classe ouvrière est illustré par le fait qu'au

moment même de la manifestation des chômeurs à Marseille, ils se livraient à une opération ouverte de division de la classe ouvrière, la CGT faisant défiler à un autre endroit de la ville, en évitant soigneusement tout contacts entre les deux cortèges, les employés de la SNCM (car-ferries pour la Corse).

Lorsqu'enfin Jospin finit par accorder certaines revendications de misère aux chômeurs, ce n'est nullement sous la pression de leur lutte, mais pour participer à l'entreprise de crédibilisation des structures d'encadrement des chômeurs en fournissant la preuve que, grâce à celles-ci, il est finalement possible de se battre en obtenant quelque chose.

Mais la manoeuvre de la bourgeoisie ne se limite pas à cet objectif. Elle constitue un moyen d'opérer une division de la classe ouvrière à large échelle, entre les uns, démunis, sans sécurité d'emploi ou sans emploi du tout, et ces "nantis", ces "privilegiés" de la Fonction publique en particulier, qui peuvent se permettre de faire grève quand ils veulent. Il s'agit ainsi de susciter ou alimenter l'impopularité des mobilisations dans la Fonction publique tout en culpabilisant les ouvriers de ce secteur, alors qu'eux-mêmes sont frappés de mesures drastiques contre leurs conditions de vie et de travail (voir article ci-contre).

Contrairement aux discours de la bourgeoisie, les ouvriers au chômage ne constituent pas une catégorie à part, aux intérêts opposés à ceux de leur frères de classe encore au travail. Leur force, ils ne pourront la puiser que dans la recherche de la solidarité et l'unité avec les ouvriers en lutte contre l'exploitation, l'augmentation des cadences, les licenciements, la dégradation de toutes leurs conditions de vie (2). Et pour cela, eux aussi, devront se confronter aux manoeuvres syndicales et autres structures d'encadrement qui prétendent les défendre.

B. (16 décembre)

(1) Voir notre n° de RI n° 276 de janvier 1998, comportant un ensemble d'articles sur ce sujet.

(2) Voir notre supplément : *Le capitalisme n'a pas de solution au chômage* (mai 1994).

La bourgeoisie a toujours soutenu Staline contre Lénine

L'acharnement de la classe dominante contre la révolution d'Octobre et contre la perspective communiste du combat de la classe ouvrière ne connaît pas de pause. Moins d'un an après l'énorme campagne autour de la sortie du fameux *Livre Noir du communisme*, la bourgeoisie et ses médias en ont remis une couche cet automne. Cette fois-ci, ils ont mis le paquet pour "qu'il n'y ait pas d'ambiguïté" et qu'on "ne se trompe pas de cible" : ce n'est pas le stalinisme que le désormais célèbre best seller de Mrs Courtois et consorts entendaient mettre en accusation, mais bel et bien Lénine et la révolution d'Octobre.

Attaquer Lénine et... dédouaner Staline

C'est ainsi que sont parus récemment en librairie une série de nouveaux torchons au service de cette "utile précision". Tandis que les co-auteurs du *Livre Noir* se fendaient d'un *Pavé dans l'Histoire* entièrement dédié à la thèse ci-dessus, une prétendue biographie de Lénine par la célèbre "chercheuse" H. Carrère d'Encausse avait droit à un véritable panégyrique médiatique. "L'étude" se voyait auréolée d'un certificat de sérieux scientifique par tous les médias, de l'Huma à France-Info, tandis qu'à la télévision divers reportages sur la "vie de Lénine" venaient ajouter leur grain de sel à la grande thèse suivante : le véritable coupable de l'horreur stalinienne, du goulag et des régimes de fer qui ont sévi en URSS, en

Chine ou ailleurs n'est pas Staline, injustement accusé tout au long de ce siècle, mais l'horrible Lénine !

Le procédé de la démonstration utilise évidemment les mêmes ficelles que nous avons déjà dénoncées, faites d'affirmations gratuites (sur la "personnalité" de Lénine par exemple), de faits extraits de leur contexte historique et d'un maximum de mensonges par omission (comme par exemple "l'oubli" de rappeler que c'est l'offensive militaire des armées blanches soutenues et secondées par les troupes des bourgeois occidentales qui plongea la Russie révolutionnaire dans les tragédies de la guerre civile et de la famine). Sur ces "ignominieux mensonges et sur le tour de passe passe consistant à identifier la révolution d'Octobre à son propre bourreau, la contre-révolution stalinienne, nous renvoyons à l'article paru dans RI n°274, ainsi qu'à notre brochure *l'effondrement du stalinisme*.

Mais, ce qu'il y a finalement de frappant dans l'unanimité médiatique qui a salué le bouquin de HCE, c'est la touchante unité avec laquelle toutes les fractions de la bourgeoisie se sont retrouvées, des staliniens du PCF aux démocrates de tous bords, pour applaudir à une entreprise qui revient à blanchir... la mémoire de Staline.

"Dans l'histoire d'un siècle marqué par le totalitarisme, Lénine est sans doute le seul à avoir inventé un système et à avoir donné une légitimité à une œuvre de violence et d'illégalité qui

lui survivra si longtemps. A nul autre, il ne peut à cet égard être comparé" (p. 612). "(...) la contradiction entre le discours humaniste et une pratique déshumanisante aurait dû suffire à condamner Lénine et son œuvre. Or, il a réussi durablement à échapper à la condamnation qui pèse sur sa création. C'est Staline, accusé d'être un "fou de pouvoir" ou un monstre, qui est tenu pour responsable de la perversion de l'œuvre léniniste. Lénine, lui, échappe au jugement, ou y a échappé longtemps" (p. 622).

Cela ne nous étonne pas. Il y a bien longtemps déjà, la classe dominante avait reconnu en Staline un des siens et ce qu'elle manifeste aujourd'hui n'est autre que le bon vieux réflexe de défense de son ordre : entre le dangereux bolchévique qui symbolisa la menace révolutionnaire prolétarienne des années 1917-1923 et l'homme providentiel qui rétablit l'ordre et extermina les militants bolchéviques en Russie, son choix est fait.

Les protestations "démocratiques" de la classe dominante des pays développés contre les régimes "totalitaires" staliniens ou autres n'ont en effet jamais été qu'un masque hypocrite. Cette hypocrisie, nous la retrouvons tout au long de l'histoire de la bourgeoisie "démocratique", à commencer par cette "déclaration des droits de l'Homme", dont elle se gargarise aujourd'hui. Mais là où cette hypocrisie s'est surpassée

dans l'abjection, c'est bien dans l'attitude qu'elle a adoptée à l'égard de l'URSS tout au long de l'histoire de ce pays.

Déjà, dans les premières années qui ont suivi la révolution prolétarienne d'octobre 17, les grandes "démocraties" occidentales, telles que la France, la Grande-Bretagne, les USA et la toute nouvelle république d'Allemagne, n'avaient pas éprouvé le moindre scrupule à soutenir militairement les armées blanches, conduites par la racaille des généraux tsaristes, qui essayaient de noyer dans le sang le pouvoir des "soviets". Mais dès que la révolution a commencé à refluer à l'échelle mondiale, notamment à la suite des tragiques défaites du prolétariat en Allemagne entre 1919 et 1923, dès que l'URSS n'a plus constitué une menace immédiate pour la bourgeoisie d'Occident, celle-ci s'est empressée de desserrer le "cordon sanitaire" qui encerclait et isolait ce pays afin de faciliter sa réinsertion dans le monde capitaliste (la bourgeoisie occidentale savait, en effet, qu'inévitablement la révolution russe, en l'absence d'un relai par la révolution dans les autres pays, ne manquerait pas de s'effondrer par une dégénérescence de l'intérieur).

La longue histoire des complicités entre le stalinisme et les démocraties

C'est ainsi qu'à partir de 1925, la bourgeoisie occidentale apportera un soutien sans réserve à la lutte de Staline contre l'opposition de gauche qui, au sein du parti bolchévique, tentait de maintenir une politique internationaliste contre la thèse de la "construction du socialisme en un seul pays", c'est à dire la théorie qui justifiait l'insertion de l'URSS dans le capitalisme mondial et l'abandon de la perspective de la révolution communiste.

Ainsi, alors que face au danger représenté par cette opposition, Staline avait dispersé les principaux membres de celle-ci en les envoyant comme ambassadeurs dans les pays d'Europe occidentale, à partir de 1927, une fois l'opposition affaiblie, il les rapatrie afin de pouvoir mieux les contrôler sur place et les éliminer. Dans ces basses œuvres de la contre-révolution montante, Staline a pu bénéficier de la sympathie et du soutien actif de tous ceux qui, aujourd'hui, se font les ardents défenseurs de la "démocratie" contre le "totalitarisme", les gouvernements des Etats occidentaux, à commencer par celui de la France, lequel n'a pas hésité en 27 à exiger de l'URSS le rappel de son ambassadeur à Paris, Christian Rakovski, déclaré "persona non grata" par le gouvernement français pour avoir signé la plateforme de l'opposition de gauche. En le remettant entre les mains de ceux qui allaient le liquider, voilà comment le très "démocratique" gouvernement français a, le premier, offert ses bons et loyaux services à Staline en participant ainsi à faire condamner Rakovski au 3ème procès de Moscou en 1938. Tous les Etats "démocratiques" en renvoyant les uns après les autres les ambassadeurs d'URSS appartenant à l'Opposition, en livrant à leurs bourreaux cette génération de révolutionnaires qui symbolisait la continuité avec Octobre 17 ont apporté leur petite contribution aux grandes purges stalinienne qu'ils dénoncent aujourd'hui à cor et à cri afin

de nous faire oublier leurs propres exactions.

Entre 1928 et 36 tous les gouvernements occidentaux dirigés par la social-démocratie (parti social-démocrate en Allemagne et en Norvège, Labour Party en Grande-Bretagne, gouvernement du front populaire en France) collaborent avec Staline et ferment leurs frontières à Trostky sous des prétextes fallacieux ou le mettent sous résidence surveillée (comme ce fut le cas pour la Norvège) en lui interdisant toute activité politique, toute critique du régime stalinien. Ainsi, dans cette chasse aux sorcières menée de concert avec Staline, toute la bourgeoisie démocratique n'avait pas hésité alors à fouler aux pieds ses grands principes "humanitaires" et "sacrés" du droit d'asile aux réfugiés politiques dont elle se revendique aujourd'hui encore avec tant de fierté.

Dans l'imagerie de la presse "démocratique", "l'homme au couteau entre les dents" allait désormais céder la place au respectable "Monsieur Staline" admis en 1933 dans la SDN comme compère impérialiste à part entière. L'ensemble du monde capitaliste avait en effet reconnu en Staline l'homme de la situation, celui qui allait éradiquer les derniers vestiges de la révolution d'Octobre et auquel il fallait apporter tout le soutien nécessaire pour briser, exterminer la génération de prolétaires et de révolutionnaires qui, en pleine guerre mondiale, avaient osé engager la lutte à mort contre l'ordre capitaliste.

Après avoir été l'homme de la contre-révolution en URSS au milieu des années 20, Staline va être reconnu salué comme l'homme de la "Libération". Ainsi, dès la fin de la guerre, les Alliés favorisent l'occupation russe partout où ont surgi des révoltes ouvrières notamment à Varsovie et à Budapest. Car l'Armée Rouge était la mieux placée pour ramener l'ordre dans ces pays soit en massacrant le prolétariat, soit en le détournant de son terrain de classe au nom du "socialisme". C'est bien pour cela que toute la bourgeoisie "démocratique" des pays vainqueurs non seulement offre en pâture à Staline les territoires à "haut risque social", mais appelle les PC au gouvernement dans la plupart des pays européens (notamment en France et en Italie) en leur dédiant une place de premier ordre dans les différents ministères (Thorez en France sera nommé vice-président du Conseil en 1944).

Une fois de plus, en rééditant aujourd'hui la thèse, franchement pas nouvelle, du "bolchévique au couteau entre les dents", la classe dominante ne fait que chercher à exorciser le cauchemar que représenta pour elle Octobre 17, elle ne fait qu'exprimer la même crainte du surgissement révolutionnaire du prolétariat qui la motivait déjà au lendemain de la seconde guerre mondiale. Cette crainte revient avec force la tennaiser aujourd'hui, à l'heure où son ordre capitaliste révèle chaque jour un peu plus sa faillite et sa nature barbare et où la classe ouvrière commence à relever la tête par ses luttes de résistance contre l'exploitation capitaliste.

PM (20 décembre)

Derrière les "Droits de l'Homme", le cynisme de la classe dominante

En cette fin d'année, la bourgeoisie des pays développés a fêté en grandes pompes le cinquantenaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Tout un symbole, qui résume à lui seul l'hypocrisie insupportable de cette classe, confrontée à la faillite totale de son système, et qui n'a plus rien à offrir que les mensonges et les mystifications idéologiques les plus énormes pour masquer la profondeur de sa déliquescence. Ce qu'elle a ici mis sur pied, c'est une tentative de diversion en direction de la classe ouvrière, une opération de brouillage de sa conscience destinée à lui masquer l'étendue du désastre capitaliste. Mais pour bien remplir son contrat d'illusionniste, il fallait qu'elle donne à ce battage un sens bien précis. Elle a ainsi cherché à nous faire croire que la Déclaration de 1948 avait constitué une étape supplémentaire du monde bourgeois dans une prétendue quête vers un "mieux-être" de l'humanité, dans une dynamique globale de compréhension de la nécessité d'œuvrer au "bonheur de l'Homme", malgré, bien sûr, quelques "ratés" ou quelques "faux-pas" qu'il faudrait s'empreser d'oublier ou dont elle nous répète qu'elle n'est en rien responsable en tant que classe. Rien ne semble tant la faire vibrer que cette tâche grandiose pour laquelle elle n'aurait eu de cesse de travailler, qui serait même le seul sens véritable à son existence, juste après Dieu et encore.

La bourgeoisie, gauche en tête, nous a donc vanté avec force publicité une

filiation indissociable avec la Déclaration des Droits de 1689 en Angleterre, celle de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique de 1776, la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ou encore celle de 1848 abolissant l'esclavage. A cette époque, la classe bourgeoise s'affirmait et se manifestait en effet comme classe réellement progressiste. Ces diverses "déclarations" étaient un cri de victoire qui venait porter à la face du monde les avancées et les conquêtes politiques du système capitaliste sur le vieux mode de production féodal. Derrière l'énonciation des principes "d'égalité politique et sociale de tous les citoyens", de "respect de la propriété individuelle", de "liberté de la parole et de la presse", de "justice", etc., ce sont ses propres droits et dogmes, ses propres besoins de nouvelle classe exploiteuse qu'elle mettait en place et revendiquait haut et fort. Mais, déjà, ce qu'ils signifiaient, c'était la liberté pour elle d'exploiter avec une force décuplée et sans entraves le prolétariat naissant, mis à égalité devant la nécessité et l'obligation de se vendre corps et âme à la grande fraternité du capital en pleine expansion.

En regard de cette époque où la bourgeoisie triomphante se dressait avec impétuosité et clamait fièrement son avènement économique et politique, la Déclaration de 1948 n'est plus que l'expression d'une classe aujourd'hui moribonde. Les droits "au travail", "à la santé", "à la justice", "à l'égalité de race", "de sexe", "de circuler", dont elle

prétend se réclamer, ne sont que de sinistres caricatures du cadre idéologique que se donnait la bourgeoisie en plein essor au 19e siècle. Ce ne sont aujourd'hui que de sombres fumisteries, voulant faire croire que le capitalisme est encore capable de "progrès", de "réformes" et de "changements", voulant cacher qu'il n'y a plus rien à gagner que l'enfoncement dans la décomposition la plus terrible de l'histoire. Ce siècle tout entier, celui de la décadence capitaliste, l'a éminemment prouvé, avec deux guerres mondiales plus meurtrières l'une que l'autre, avec une plongée dans l'horreur qui n'a pas cessé de s'aggraver depuis 1945, irrémédiablement. A l'issue de la guerre de 1939-45, les massacreurs vainqueurs de la guerre cherchaient à justifier plus de 50 millions de morts, dont ils étaient responsables avec les "vaincus" ; ils essayaient de s'en dédouaner et de le faire oublier. Ils nous promettaient même un monde meilleur. On les a vu à l'œuvre, multipliant leurs armements, renforçant avec constance les tensions guerrières, accumulant sans relâche les moyens de destruction totale de la planète et de l'humanité. Et ce sont ces mêmes massacreurs qui continuent à faire s'enchaîner les cascades de conflits impérialistes, de catastrophes de tous ordres, de misère aggravée. Le capitalisme décadent en pleine décomposition est un maëlstrom qui conduit à la mort de l'humanité. Il faut le détruire.

KW (15 décembre)

SOMMET FRANCO-AFRICAIN "POUR LA PAIX"

Une machine de guerre de l'impérialisme français

Fin novembre dernier s'est tenu à Paris le XXe sommet franco-africain. La bourgeoisie française nous a présenté cet événement diplomatique comme étant lié à une "initiative française pour pacifier l'Afrique". On a voulu nous faire croire que le contenu de ses travaux était axé sur une authentique "volonté de paix". Bref, que la France se lançait dans une croisade chevaleresque, laissant au vestiaire son habit de "gendarme" pour vêtir celui du "bon samaritain" venu simplement "aider" les "malheureux africains". Ceci n'est qu'un odieux mensonge !

Cette "grand'messe" d'une ampleur toute particulière a réuni des représentants de la quasi-totalité des pays du continent africain, dont l'ineffable Kabila. Instaurés depuis 1973, les sommets franco-africains ont toujours eu pour vocation de resserrer les liens entre les "pays amis" de la France afin de faire face à la menace extérieure. Du temps des blocs Est/Ouest, chaque som-

met constituait un moment de l'entretien de la nécessaire cohésion du "pré-carré" français contre la menace soviétique. Tout cela relevait finalement du "mandat" confié à la France, "gendarme" en Afrique pour le compte du bloc occidental, avec la bénédiction de la tête de bloc américaine. Or, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, et l'éclatement de celui de l'Ouest,

les enjeux de la politique française en Afrique se sont modifiés : "pour la puissance américaine, le maintien par la France d'une emprise disproportionnée par rapport au poids économique et surtout militaire de ce pays dans l'arène mondiale, constituait une anomalie d'autant plus que celle-ci ne perdait aucune occasion de contester le leadership américain. En ce sens, l'élément fondamental qui sous-tendait les différents conflits qui ont ravagé l'Afrique au cours des dernières années était la rivalité croissante entre les deux anciens alliés, la France et les Etats-Unis, ces derniers tentant par tous les moyens de chasser la première de son pré-carré." (1) Pour répondre à la nouvelle donne, les sommets franco-afri-

cains sont donc devenus presque exclusivement des instruments de l'impérialisme français pour contrer la pression américaine.

Une offensive de l'impérialisme français

Alors que les Etats-Unis, via Kabila, avaient réussi à détrôner la pièce maîtresse du dispositif français en Afrique en éjectant Mobutu au printemps 1997, la crise sanglante du Congo (RDC) a montré les difficultés des Etats-Unis à conquérir une influence durable sur ce continent. En s'appuyant sur des forces rebelles, sur une partie de la population locale et sur les ex-alliés de Kabila (comme l'Ouganda et le Rwanda), la France était en effet parvenue à reprendre pied au Congo. Depuis lors, elle s'y maintient mais en se livrant elle-même au jeu des retournements d'alliance au gré des circonstances immédiates. Ce sont celles-ci qui l'amènent à présent à se trouver des intérêts communs avec l'ennemi d'hier, Kabila. C'est dans ce contexte de "chacun pour soi" et d'extrême volatilité des alliances que s'est déroulé ce dernier Sommet.

Cette réunion s'est voulue constituer une conférence de "paix" à propos de la région des Grands Lacs, en vue d'y imposer un "cessez-le-feu", lequel constituerait évidemment un affront aux velléités des Etats-Unis à jouer un rôle majeur dans la région. A l'appui de cette ambition, et pour la première fois dans l'histoire de ces sommets, des personnalités d'instances internationales sont venues apporter leur caution à l'entreprise de la France : le secrétaire général de l'ONU en personne, Kofi Annan, ainsi que son prédécesseur, Boutros Ghali, maintenant secrétaire à la Francophonie.

L'événement fut donc incontestablement un succès médiatique, mais qui n'a rien réglé ni sur la forme ni sur la fond du conflit qui se généralise sur le continent africain. En effet, dès la fin du sommet, les belligérants en question ont immédiatement repris les déclarations bellicieuses tout en intensifiant leurs efforts de guerre sur le terrain.

Vers de nouveaux massacres

Ce sommet a également constitué un moment de la poursuite par la France de l'adaptation de sa présence en Afrique, avec la professionnalisation et la rationalisation de ses forces armées. Après le départ de Centrafrique et le redéploiement de ses forces au Tchad et sur d'autres bases stratégiques vitales (comme le Gabon, Djibouti, etc.), la France cherche maintenant une coopération militaire plus souple, moins coûteuse et mieux intégrée (2) avec les "pays amis" et avec de nouveaux "alliés" africains potentiels. A cette fin, en plus d'un dispositif d'assistance matérielle et financière, la France vient d'ouvrir de nouvelles "écoles interafricaines" (en Côte-d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Bénin, etc.) pour former des officiers. Ces initiatives préparent, entre autres, la mise sur pied "d'unités multinationales" destinées au "maintien de la paix", sous l'égide de l'ONU et de l'OUA, dans le cadre du projet RECAP (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix). Paris s'impatiente de voir partir des "contingents africains d'interposition" sur les zones de conflits pour y favoriser ses intérêts.

Alors que l'Afrique est déjà à feu et à sang, ce dernier sommet vient donc donner un coup de fouet aux tensions impérialistes. Face à l'initiative française, la bourgeoisie américaine ne reste pas sans rien faire mais tente d'imposer son projet alternatif ACRI (African crisis response initiative), qui propose de porter assistance militaire au Sénégal, à l'Ouganda, au Mali, au Malawi et au Ghana. Les Britanniques ont aussi leur propre stratégie consistant à apporter un soutien à plusieurs "écoles d'état-major" (au Ghana, Zimbabwe, République sud-africaine).

Comme l'a dit Chirac au détour d'une phrase, il ne faut attendre "aucune tentative de désengagement" de la part de la France ! Jospin et toute la bourgeoisie française sont totalement sur la même longueur d'onde. Les quelques notes "discordantes" qui se sont faites entendre au sein de la "gauche radicale", s'émouvant de la présence du "sanguinaire Kabila", ne correspondent pas à autre chose qu'à la nécessité de faire diversion à la réalité belliciste de ce sommet dans son ensemble, à travers la polarisation sur ce personnage.

Jospin, Chirac, Kabila, et consorts, tous ne font que défendre les sordides intérêts nationaux qu'ils représentent au sein du capitalisme en décomposition. La seule voie pour mettre fin à ce chaos sanglant est de renverser ce système avant qu'il ne détruise l'humanité.

W (05 décembre)

(1) Revue Internationale n°95
(2) Malgré le redéploiement de ses effectifs sur le continent, le France reste le seul pays occidental qui mobilise autant de personnels, au total près de 9000 hommes, pour les besoins de sa politique africaine.

ANARCHISME

(SUITE DE LA PAGE 6)

Par ailleurs, le milieu anarchiste coïncide aussi en partie avec ce que nous appelons le "marais", cette zone de transition entre le prolétariat et la bourgeoisie qui est aussi fortement imprégnée des attitudes de la petite-bourgeoisie. Le groupe Class War constituait une expression typique de ce phénomène, avec son mélange de positions de classe et de révolte gauchiste et petite-bourgeoise. Ce "marais" est très fortement affecté par le phénomène de la décomposition capitaliste : nihilisme, attitudes moralisatrices, rejet des positions de classe en faveur d'un mode de vie nombriliste, refus de toute recherche de cohérence intellectuelle. Bien que ce "marais" puisse être facilement infiltré et manipulé par la bourgeoisie, une minorité d'éléments peut en émerger et s'approcher des positions communistes. Cependant, le rejet de l'anarchisme constitue une condition préalable pour ce pas en avant.

WR

(1) Dans la Revue Internationale du CCI, il y a un certain nombre d'articles qui développent davantage la critique marxiste de l'anarchisme et du bakouninisme, en particulier : "Communisme ou anarchisme" dans la Revue Internationale n°79, "La Première Internationale et le combat contre le sectarisme" dans la Revue n°84, "La Première Internationale contre l'Alliance de Bakounine" dans la Revue n°85, "Le Congrès de La Haye et le combat contre le parasitisme politique" dans la Revue n°87, "Le combat du marxisme contre l'aventurisme politique" dans la Revue n°88.

LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

expérience en ce domaine où un procédé analogue avait déjà été employé pour précipiter le déclenchement de la guerre franco-prussienne de 1870. Bismarck avait en effet falsifié la dépêche d'Ems, rédigée par Guillaume 1er empereur d'Allemagne, de manière à ce que celle-ci, une fois parvenue entre les mains de Napoléon III, provoque son courroux et l'entraîne à déclarer la guerre à l'Allemagne. Ce qui arriva effectivement (4).

Les Etats-Unis avaient absolument besoin de mener cette action militaire. Tout d'abord il leur était nécessaire de laver définitivement l'affront subi au début de cette année où ils avaient dû renoncer à une telle intervention, sous peine de passer ouvertement pour des agresseurs et Saddam Hussein d'apparaître comme une courageuse victime (ce dernier ayant bénéficié de la bienveillante complicité d'un certain nombre de pays dont la Russie et la France, mais aussi de celle du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan). Mais il existe une autre raison plus profonde à l'action militaire américaine qui sous-tend toutes les autres, et qu'identifient aujourd'hui clairement certaines voix au sein de la bourgeoisie : "On dit souvent montrer sa force pour ne pas l'utiliser. Là c'est l'inverse : utiliser la force pour maintenir la crédibilité diplomatique" (Le Monde du 19 décembre). En d'autres termes, les Etats-Unis doivent faire usage, aussi souvent que nécessaire, aujourd'hui comme lors de la guerre du Golfe en 1991, de leur écrasante suprématie militaire pour maintenir leur leadership mondial. Cependant, comme le montre la réalité, cela n'a pas été suffisant pour endiguer le développement du chacun pour soi de la part des anciens alliés de l'oncle Sam qui ont développé une contestation croissante de son leadership. Et les conditions mêmes de cette dernière démonstration de force permettent de mesurer tout le chemin parcouru sur ce plan depuis sept ans. A cette époque, toutes les puissances s'étaient rangées, bon gré mal gré, derrière les Etats-Unis dans la croisade contre Saddam Hussein, souvent au détriment de leur intérêt particulier comme pour la France. Aujourd'hui il n'y a guère que la Grande Bretagne qui ait répondu présent. Les Etats-Unis ne peuvent plus, comme auparavant, imposer à leurs anciens alliés de participer à des opérations destinées uniquement à renforcer leur autorité propre. C'est pourquoi ils ont

dû recourir à une politique plus solitaire en ignorant magistralement l'autorité de l'ONU. Celle-ci avait déjà été inaugurée cet été avec les tirs de missiles en Afghanistan et au Soudan, "sans sommation ni concertation", en riposte aux attaques contre certaines de leurs ambassades en Afrique.

Irak, France, Etats-Unis, ...tous des brigands impérialistes

La position officielle mitigée des autres grandes puissances occidentales dissimule mal leur hostilité aux menées américaines auxquelles elles n'osent pas s'opposer frontalement. Mais, si leur langage diplomatique est resté prudent, elles ne se sont pas privées de faire donner massivement leurs médias au service d'un battage anti-américain déchaîné. Tout a été bon à ce propos : l'opération militaire du Pentagone serait l'expression d'un dérangement mental de Clinton lié à ses "débordements sexuels", ou encore d'une tentative de celui-ci d'entraver la procédure de destitution engagée à son encontre, autrement dit de sauver son siège de président à n'importe quel prix. Les sphères dirigeantes américaines nous ont été ainsi présentées comme totalement irresponsables et comme une source croissante d'instabilité dans le monde. Et les médias ne se sont pas privées de mettre l'accent sur la "brutalité" des initiatives américaines, sur leur côté "unilatéral" au mépris de la souveraineté de l'ONU et sur l'aggravation de la souffrance qui en résulte pour la population irakienne.

Cette propagande permet aux rivaux de Washington de se poser en défenseurs "humanistes" du droit international et des droits de l'homme contre les violations perpétrées par les Etats-Unis et, ce faisant, d'injecter à haute dose dans leurs propres opinions publiques un sentiment anti-américain (tout en dissimulant la gravité réelle de la situation du point de vue des tensions impérialistes en la ramenant à une sordide et vulgaire affaire de sexe).

Une telle propagande, tout autant belliciste dans le fond que la politique américaine, doit, pour être crédible, s'appuyer elle aussi sur le mensonge. Lorsqu'elle était partie prenante sur le terrain des opérations militaires de l'opération "Tempête du Désert", la bourgeoisie française avait moins d'états d'âmes et n'était pas aussi pointilleuse sur l'application aux Irakiens des prin-

cipes humanitaires. De plus, l'ONU, ainsi présenté comme "l'organisme par excellence de règlement des conflits à l'échelle planétaire" est loin d'être neutre. Il n'est rien d'autre qu'un repaire de brigands (pour reprendre la formule de Lénine à propos de l'ancêtre de l'institution onusienne, la Société des Nations) qui s'est récemment illustré par une propension à paralyser les initiatives américaines, et dont le secrétaire, Kofi Annan, est souvent en phase avec Paris.

Ce nouvel engrenage militaire, qui voit aujourd'hui les Etats-Unis prendre l'offensive pour intimider le reste du monde, ne fait pas, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, des autres puissances d'innocentes colombes. Les points marqués par l'impérialisme américain aujourd'hui ne peuvent qu'au contraire encourager la tendance de ses rivaux impérialistes à refuser ses diktats et à utiliser tous les moyens pour défendre leurs intérêts propres et antagoniques aux siens.

Ainsi, pour la classe ouvrière de tous les pays, s'il y a une leçon essentielle à tirer de ces événements, c'est bien celle-ci :

- toutes les fractions mondiales de la bourgeoisie sont responsables de la guerre et du chaos ;
- autant les solutions négociées que les interventions militaires constituent, au sein du capitalisme en crise, des étapes supplémentaires vers un accroissement des guerres et du militarisme.

B.(19 décembre)

(1) RI n° 277 ; mars 98, Irak 91, Yougoslavie, Rwanda ; Les grandes démocraties masquent leurs propres crimes.

(2) Comme les participants de la coalition onusienne de 1991 ne pouvaient l'ignorer, Saddam Hussein s'était fait piéger en prenant pour argent comptant l'accord tacite des Etats-Unis lui permettant de régler ses comptes avec le Koweït.

(3) La France est aujourd'hui contrainte de botter en touche en invoquant des erreurs et un manque de contrôle sur certaines de ses troupes spécialisées directement au service de l'Elysée.

(4) C'est également un moyen analogue qui a été employé par les Etats-Unis lors de la guerre du Viêt-nam pour amener le Congrès à voter l'autorisation de bombarder le Nord-Vietnam : une fausse attaque de la flotte américaine mouillant à Saïgon attribuée au Viêt-cong.

L'anarchisme n'a rien à offrir à la classe ouvrière

Dans l'imagerie bourgeoise, aussi bien que dans l'image qu'il donne de lui-même, l'anarchisme a toujours été présenté comme la doctrine révolutionnaire la plus extrême. C'est pour cela que l'anarchisme - et plus encore depuis l'évidente banqueroute du stalinisme - a souvent attiré l'intérêt de ceux qui cherchent une critique authentiquement révolutionnaire de la société. C'est pourquoi il est important pour les communistes d'intervenir dans le milieu anarchiste dans le but d'exposer nos positions et d'apporter une alternative à ceux qui recherchent la clarté politique. Ainsi, la section en Grande-Bretagne du CCI est intervenue récemment dans la "foire aux livres anarchiste" (anarchist bookfair) qui a lieu tous les ans au Conway Hall, cette année sur le thème d'Octobre 17. Nous avons décidé d'y tenir notre propre forum, consacré à la critique marxiste et historique de l'anarchisme, et rédigé un tract (publié dans *World Revolution* d'octobre 1998) pour appeler à y participer.

Principal événement du calendrier anarchiste, cette foire aux livres rassemble toutes les espèces de la faune libertaire. Ce milieu hétéroclite, plein de "tolérance" (non seulement entre eux mais aussi à l'égard de divers groupes trotskistes également présents sur place), n'a pas tardé à manifester son hostilité ouverte à la présence d'une organisation de la Gauche communiste : nos affiches déchirées, nos militants insultés et même menacés - par les organisateurs de la "foire" - d'être éjectés par la force s'ils tentaient de vendre la presse à l'intérieur. Malgré cela, nous avons pu avoir un certain nombre de discussions et vendre quelques publications à l'entrée.

Notre réunion - dont nous publions ci-dessous un résumé de la présentation - s'est finalement déroulée à l'extérieur du bâtiment principal. Les rares "défenseurs" de la cause anarchiste qui s'y sont présentés,

n'ont rien trouvé d'autre à répondre à notre présentation que de critiquer le fait que nous ayons utilisé une salle décorée de motifs de Noël (sic!) avant de quitter la réunion en haussant les épaules. Ces attitudes révélatrices auront eu le mérite cependant de faire comprendre à d'autres participants à quel point l'anarchisme, au-delà de son incitation activiste à la révolte, est incapable d'apporter une véritable perspective politique et révolutionnaire de classe. Le contraste entre la volonté de discussion et de recherche de la clarté politique qui ressortait de notre forum et l'ambiance apolitique générale de la "foire" (où seuls semblaient compter le "look" vestimentaire et les attitudes provocatrices des individus) fut relevé notamment par un participant, qui ne connaissait pas le CCI et était venu là à la recherche d'une perspective révolutionnaire. Ses interventions furent saluées par le CCI et par un certain nombre de sympathisants qui montrèrent que le dédain des anarchistes pour la cohérence théorique était caractéristique à la fois de la nature petite-bourgeoise de l'anarchisme et de l'actuelle période de décomposition capitaliste, dans laquelle le rejet de la pensée rationnelle est le produit direct d'un ordre social qui n'a aucun avenir à offrir à la société.

Malgré le faible nombre de participants se réclamant de l'anarchisme, ce fut une réunion positive. Elle a montré qu'il y avait, sur ce terrain contradictoire, une réelle possibilité pour les communistes de discuter avec des éléments en recherche de clarté politique. Elle a apporté la preuve concrète que, quelle que soit l'image radicale qu'il se donne, le cirque anarchiste moderne est complètement à l'opposé d'une démarche révolutionnaire.

L'anarchisme apparut non pas en tant qu'expression du prolétariat moderne, industriel, mais en tant que résistance de la part de petits producteurs semi-indépendants face au processus de prolétarianisation. Ceci est caractérisé par le travail de Proudhon dont l'hostilité au capitalisme exprimait avant tout la nostalgie petite bourgeoise tournée vers un passé meilleur. Ainsi, Proudhon était opposé aux grèves et aux syndicats, et sa vision du futur était également hostile à la collectivisation et au communisme.

L'anarchisme au 19e siècle

Malgré tout, Marx et les marxistes n'ont pas rejeté Proudhon et ses partisans d'un revers de main, mais les ont considérés comme une étape dans la maturation du mouvement ouvrier. Proudhon, disait Marx, représente par rapport aux socialistes utopistes ce que Feuerbach a représenté par rapport à Hegel sur le plan philosophique : un appauvrissement d'une certaine façon, mais aussi un pas vers la réalité matérielle. Ce sont les discussions avec Proudhon et l'association avec des artisans communistes dans le Paris de 1844 qui ont permis de gagner Marx au communisme, et, plus tard, des partisans de Proudhon jouèrent un rôle constructif dans la formation de la Première Internationale.

En apparence, le courant bakouniniste a représenté un pas en avant par rapport à Proudhon, étant donné qu'il affirmait soutenir la lutte du prolétariat et se placer du point de vue de ses intérêts collectifs. Cependant, entre temps le mouvement ouvrier avait mûri, politiquement et organisationnellement. Dans ce processus, alors que le marxisme s'affirmait comme avant-garde du mouvement ouvrier, tant sur le plan théorique qu'organisationnel, Bakounine incarnait une opposition réactionnaire aux méthodes prolétariennes d'organisation, méthodes basées sur la centralisation et sur des règles de fonctionnement ouvertes et démocratiques. Au lieu de cela, il représentait l'attachement forcené aux traditions organisationnelles dépassées de la phase sectaire des débuts du mouvement ouvrier. Cela allait être démontré par le rôle que joua "l'Alliance de la Démocratie Socialiste" de Bakounine au sein de la Première Internationale. Organisée sur la base d'une société secrète de type franc-maçon, elle joua un rôle complètement parasite et destructeur qui fut activement secondé par la classe dominante et ses agents. Ceci donna lieu à un puissant combat pour la défense de l'Internationale qui se termina

par l'exclusion des bakouninistes (1). D'autre part, la nature essentiellement réactionnaire du bakouninisme se retrouvait dans ses positions politiques générales : rejet du matérialisme historique en faveur d'une attitude de "révolutionarisme permanent", avec l'idée que la révolution est possible à tout moment et peut surgir de n'importe quel type de révolte populaire ou même d'actes de banditisme ; rejet du travail patient et à long terme pour s'organiser au sein du capitalisme et rassembler les forces du mouvement ouvrier. Ces positions non seulement le conduisirent à d'absurdes actes aventuristes comme la proclamation artificielle de la Commune révolutionnaire de Lyon, mais amenèrent surtout les bakouninistes à parachever le travail de la bourgeoisie, comme l'a noté Engels dans sa dénonciation du travail de Bakounine en Espagne.

Le développement des partis sociaux-démocrates vers la fin du 19e siècle marqua un pas en avant du mouvement ouvrier ; en effet, ceux-ci défendaient ouvertement, même si ce ne fut pas toujours de manière conséquente, une vision marxiste du monde. Durant cette période, l'anarchisme continua à jouer un rôle négatif, particulièrement à travers le développement de la "propagande par l'action" (c'est-à-dire le terrorisme) au cours des années 1880. Il est vrai que les anarcho-syndicalistes et, dans une moindre mesure, certains courants de l'anarcho-communisme, exprimèrent une réaction prolétarienne face au réformisme grandissant de la social-démocratie et à la bureaucratisation des syndicats. Cependant, l'opposition de ces courants produisit bien peu de matériel d'une valeur théorique durable et ils s'avèrent incapables d'armer le prolétariat contre la dégénérescence opportuniste qui commençait à gangréner la Deuxième Internationale. Leur attachement au vieux "révolutionarisme permanent" les rendit incapable de comprendre les racines du développement de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier et de le situer dans une perspective historique. Leur traditionnelle opposition à la "politique" entrava le travail de construction d'organisations authentiquement révolutionnaires et encouragea l'illusion d'une révolution purement "économique" menée par les syndicats, qui éludait la nécessaire prise de pouvoir politique par la classe ouvrière. S'il y eut à cette époque un réel et fructueux travail d'opposition au développement de l'opportunisme, ce fut le fait des Lénine, Luxemburg, Pannekoek et autres, de ceux qui restaient fidèles à la tradition marxiste.

Etant donné qu'il exprime essentiellement les flux et reflux de la petite-bourgeoisie, classe ballotée entre le prolétariat et la bourgeoisie, l'anarchisme en tant que tel n'a pas connu un moment décisif de trahison et d'intégration dans l'ordre capitaliste comme l'ont connu d'anciennes organisations prolétariennes telles que les partis socialistes et communistes. Néanmoins, les événements décisifs du 20e siècle (les guerres impérialistes et les révolutions) se sont avérés également décisifs pour un certain nombre d'organisations ou de courants anarchistes.

L'anarchisme à "l'époque des guerres et des révolutions"

Avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, un certain nombre d'entre eux (parmi les plus connus, Kropotkine et le syndicat français CGT) devinrent des "patriotes libertaires", des "anarcho-chauvins". Parmi ceux qui s'opposèrent à la guerre, ceux que l'on nomma les "anarchistes de soviets" se rallièrent à la révolution russe et rejoignirent les nouveaux partis communistes. En Russie même, au cours des événements révolutionnaires de l'année 1917, l'anarchisme comme tel brilla plutôt par son absence. Les événements qui conduisirent à l'insurrection d'Octobre ont démontré une fois pour toutes la nécessité d'un parti politique qui guide l'assaut révolutionnaire, la nécessité de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et celle de la construction de la dictature du prolétariat sur les ruines de l'ancien appareil d'Etat de la bourgeoisie. Le surgissement des soviets a montré que, pour établir cette dictature, le prolétariat avait besoin, non de "syndicats révolutionnaires", mais d'organes qui combinent les fonctions économique, sociale et politique. Et là où l'anarchisme s'est distingué au cours de cette période, c'était dans le rôle complètement négatif joué par certains groupes anarchistes qui s'érigèrent en détachements armés "autonomes", qui ne rendaient compte d'aucun de leurs actes devant les organisations de masse du prolétariat.

Face à la tragique dégénérescence de la révolution russe et à l'émergence du cauchemar stalinien, certains courants anarchistes se présentent volontiers comme les véritables héritiers de l'esprit révolutionnaire de 1917. Voline ou Goldman entre autres, ont fait une chronique de la dégénérescence de la révolution dans laquelle ils se posent en juges des "erreurs" commises par les Bolchéviks, comme par exemple l'élimination du mouvement makhnoviste et l'écrasement du soulèvement de Kronstadt. Mais, en vérité et encore

une fois, l'anarchisme s'est avéré incapable d'apporter une explication de la dégénérescence de la révolution et du parti bolchevik. Au lieu d'analyser les conditions réelles d'isolement auxquelles était confrontée la révolution et qui ne pouvait que la condamner à refluer et dégénérer, l'anarchisme répondit par son habituel couplet moralisateur : tous les partis ne recherchent le pouvoir que pour eux-mêmes, tous les Etats sont mauvais par définition, etc. Et une fois encore, ce fut la gauche marxiste (en Russie, les fractions qui émergèrent du parti bolchevik - les groupes dirigés par Sapranov, Miasnikov, etc.-, mais aussi la Gauche communiste hors de Russie, particulièrement Bilan) qui s'avéra capable de comprendre les causes et de tirer les leçons réelles de la défaite de la révolution russe, que ce soit sur le problème de l'Etat de transition, ou de la relation entre le parti et les soviets.

S'il y eut un événement décisif pour l'anarchisme, où celui-ci se mit ouvertement au service de l'Etat bourgeois, ce fut en Espagne en 1936-37. La participation de la CNT dans le gouvernement républicain bourgeois était d'une certaine façon dans la continuité des trahisons de l'anarchisme en Espagne près d'un siècle auparavant. Mais ce qu'elle exprima par dessus tout, c'est une capitulation face aux campagnes idéologiques de l'époque sur les thèmes de l'anti-fascisme et de la défense de la démocratie. En choisissant le camp du combat contre Franco et en lui sacrifiant la défense de l'autonomie de la classe ouvrière, la CNT-FAI désarma politiquement les ouvriers après la grève générale spontanée de juillet 1936, et physiquement quand des barricades furent dressées à Barcelone en mai 1937. Une fois de plus, il y eut quelques réactions prolétariennes contre cette infamie parmi les anarchistes, notamment de la part de Berneri et des Amis de Durruti. Mais, une fois encore, la seule analyse claire de la guerre d'Espagne fut développée par la Gauche communiste. Celle-ci dénonça cette guerre en tant que conflit interimpérialiste, en tant que répétition pour préparer la guerre mondiale. Les anarchistes qui critiquent aujourd'hui la politique de la CNT ne remettent pas pour autant en question le mythe de la "révolution espagnole", mythe qu'ils partagent avec le trotskisme, pas plus que le mythe des "collectivités agraires". Dans la propagande anarchiste, ces dernières sont supposées avoir poussé la "révolution" bien au-delà de l'Octobre russe, méprisé par les anars pour n'avoir été "que" une révolution politique. La Gauche communiste a, au contraire démontré, que sans le pouvoir politique, la classe ouvrière ne peut même pas en-

treprendre de prendre le contrôle de l'économie. En Espagne, les "collectivités", de même que les "milices antifascistes", constituèrent un moyen supplémentaire pour enchaîner les ouvriers à l'Etat bourgeois et à son effort de guerre.

Aujourd'hui, l'anarchisme recouvre deux phénomènes. D'une part les organisations et courants anarchistes établis ("officiels") agissent en tant qu'appendice radical et gauchiste de l'appareil politique bourgeois, au même titre que les organisations trotskistes. C'est évident pour des groupes syndicalistes tels que la CNT et pour des groupes qui combinent anarchisme et trotskisme tels que les AWG, ORA et la LCG, aujourd'hui disparus. Mais cela est également vrai pour des variantes apparemment plus radicales telles que la Fédération Anarchiste Communiste qui n'ont jamais rompu avec leurs origines gauchistes et qui jouent aujourd'hui un rôle en grande partie parasitaire en s'appropriant sans vergogne les positions de la Gauche communiste, dans le but d'empêcher le développement d'éléments qui, sans cela, pourraient arriver à d'authentiques positions de classe.

(SUITE PAGE 5)

Salut à une nouvelle voix révolutionnaire au Canada

Au moment où nous mettons sous presse, nous recevons le premier numéro d'une nouvelle publication intitulée *Notes Internationalistes* en provenance du Canada.

Nous serons amenés à revenir sur les positions développées par les éléments qui assurent cette publication mais nous tenons d'emblée à saluer cette parution qui témoigne d'un réel projet de s'orienter vers la défense de positions révolutionnaires. Nous tenons également à souligner toute l'importance de la présence d'un nouveau pôle de discussion et de regroupement possible de forces révolutionnaires dans un nouveau pays fortement industrialisé du continent nord-américain. Nous ne pouvons également qu'encourager leur volonté affichée de contacts et d'échanges internationaux entre révolutionnaires dans un effort indispensable de réappropriation et de clarification des positions de la Gauche communiste.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F - ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des permanences dans plu-
sieurs villes.

Alors que, dans les réunions publiques, les discus-
sions s'organisent autour d'un thème précis introduit
par un bref exposé de notre organisation, dans les
permanences, le débat se développe à partir des ques-
tions et préoccupations des participants (actualité, his-
toire du mouvement ouvrier, approfondissement des
positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

NOVEMBRE 1918

La révolution
prolétarienne
en Allemagne met fin
à la première guerre
mondiale

LYON : le samedi 9 janvier à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 16 janvier
à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du
M° Chartreux.

PARIS : le samedi 9 janvier à 17 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOURS : le samedi 16 janvier à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International Revue

AGGRAVATION DE LA CRISE,
MASSACRES IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE
Après l'Asie, la Russie et l'Amérique latine
LA CATASTROPHE ÉCONOMIQUE ATTEINT
LE COEUR DU CAPITALISME

Conflits impérialistes
UN NOUVEAU PAS DANS LE CHAOS

Berlin 1948

EN 1948, LE PONT AÉRIEN DE BERLIN
CACHE LES CRIMES DE L'IMPÉRIALISME ALLIÉ

Révolution allemande, X
LE REFLEX DE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE
ET LA DÉGÉNÉRESCENCE DE L'INTERNATIONALE

Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, V
1919 : LE PROGRAMME DE LA CATASTROPHE
DU PROLÉTAIRAT

Gauche communiste d'Italie
"PARMI LES OMBRES DU BORDIGUISME
ET DE SES ÉPIGONES"
(Battaglia Comunista)

GRENOBLE

Permanence le samedi 6 février de 15 h à 18 h,
Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la
gare).

Vente de la presse le samedi 6 février de 10h30 à 11h30
à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 23 janvier à 14 h 30 à la MNE, 23,
rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 10 janvier de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 9 janvier de 18h à 21h et le samedi
13 février de 15h à 18h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 16 janvier à partir de 18 h 30, au
buffet Cafeteria de la gare St Charles.

NANTES

Permanence le samedi 9 janvier à 17 h à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 30 janvier, de 18h à 20h, au 27,
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché d'Alligre (place d'Alligre,
Paris 12^e, M° Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de
11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 10 janvier de 11 h à 12 h,
au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 8 janvier et 22 janvier à 18 h
30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 10 et 24 janvier, de 10h30
à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), le dimanche
17 janvier de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-
d'Arc).

TOURS

Permanence le samedi 16 janvier à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Vente de la presse le deuxième samedi du mois (de 10h30
à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la
Mairie.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe
aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert
une souscription permanente pour le soutien
de notre journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au
compte de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen
ou peuvent être données lors de nos interven-
tions.

Souscriptions du mois

Lille : Permanence du 21 novembre : 90.

Paris : Permanence du 28 novembre : 210.

Permanence du 12 décembre : 350.

Toulouse : Permanence du 6 novembre : 250.

D. (Rouen) : 300.

B. (Toulouse) : 320.

Total : 1520

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger
18F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)
Le trotskysme contre la classe
ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe

(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe

(15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise

(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe

(15 F + 8 F/18F)
Luttes dans la fonction publique
de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II)

(25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que
les révolutionnaires doivent faire face à
des tâches gigantesques. C'est pourquoi
nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent colla-
borer à la diffusion de nos publications,
comme certains nous l'ont déjà proposé.
Les informations dont ils peuvent dispo-
ser sur ce qui se passe autour d'eux, les
comptes rendus des discussions, et il est
souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régu-
lier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion
pour renouveler nos appels à ce que des
critiques ou commentaires nous parvien-
nent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^c-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD : Le
Papyvire - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaude.

DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse
Centre C^{ul} La
Mayenne.

LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvrée - 19, rue du G^{al}-de-
Gaulle.

MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur. Lanoë - 2, rue
de Verdun.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet. Utopia -
rue Pierre-Berard.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : Toulouse
Presse - 60, rue Bayard.
FNAC - 81, bd Carnot.
Les Arcades - pl. du
Capitole.

TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

La social-démocratie écrase dans le sang l'insurrection ouvrière

Dans le numéro 284 de ce journal, nous avons montré comment la classe ouvrière avait pu être à même de contraindre la bourgeoisie à mettre fin à la Première Guerre mondiale par sa lutte de masse. La question de la généralisation internationale de la révolution prolétarienne qui avait éclaté un an plus tôt en Russie se posait. S'il avait été plus facile pour la classe ouvrière en Russie de renverser la bourgeoisie, la classe ouvrière en Allemagne avait affaire à une classe dominante autrement plus forte et plus intelligente, qui n'était pas seulement mieux armée du fait de sa force économique et politique, mais qui avait en outre tiré les leçons des événements de Russie. Elle disposait d'un atout important contre la classe ouvrière, le soutien du puissant parti social-démocrate passé de son côté : "Dans toutes les révolutions antérieures, les combattants s'affrontaient de façon ouverte, classe contre classe, programme contre programme, épée contre bouclier. (...) Dans la révolution d'aujourd'hui, les troupes qui défendent l'ordre ancien se rangent, non sous leur propre drapeau et dans l'uniforme de la classe dominante, mais sous le drapeau du 'parti social-démocrate'.

Si la question de la révolution était ouvertement et honnêtement posée dans les termes de capitalisme ou socialisme, les grandes masses du prolétariat n'auraient eu aucun doute ou hésitation. (...) Mais l'histoire ne nous rend pas les choses aussi faciles et confortables. La domination de classe bourgeoise mène aujourd'hui sa dernière lutte historique mondiale sous un drapeau étranger, sous le drapeau de la révolution elle-même. C'est un parti socialiste, c'est-à-dire la création la plus originale du mouvement ouvrier et de la lutte de classe, qui est lui-même devenu l'instrument le plus important de la contre-révolution bourgeoise. Le fond, la tendance, la politique, la psychologie, la méthode, tout cela est capitaliste de bout en bout. Seuls restent le drapeau, l'appareil et la phraséologie du socialisme" ("Une victoire à la Pyrrhus", Rosa Luxemburg, 21 décembre 1918). Comme déjà pendant la Première Guerre mondiale, le SPD allait être le rempart du capital contre les luttes ouvrières. Nous allons voir dans cet article comment la bourgeoisie utilisait au mieux les faiblesses et l'immaturité de la classe ouvrière pour imposer son "ordre" au prolétariat.

déterminée à utiliser tous les moyens possibles contre l'avant-garde révolutionnaire en Allemagne. Les préparatifs en vue d'une action militaire s'étaient engagés depuis le premier jour. Et ce ne furent pas les partis de droite de la bourgeoisie qui organisèrent cette répression mais le SPD en étroite collaboration avec l'armée. Au début décembre, le SPD commença par mettre systématiquement sur pied des corps-francs afin de pallier les unités des troupes régulières infestées par le "virus des luttes ouvrières". Des unités de volontaires, bénéficiant de soldes spéciales, allaient servir d'auxiliaires à la répression. Se formaient là, sous l'impulsion de la social-démocratie, les premiers bataillons qui allaient se retrouver dans les troupes de choc nazies très bientôt.

Parallèlement, la bourgeoisie s'employa à contrer la dynamique de l'ensemble de la classe. Poussé par le SPD, le conseil des ouvriers et des soldats de Berlin convoqua un congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats (16 au 22 décembre). Cette initiative, censée réunir toutes les forces de la classe ouvrière, allait être utilisée contre elle. Le SPD s'employa à imposer une représentation des délégués largement en sa faveur à mille lieues du reflet réel de la force et de l'activité de la classe dans les usines. Le Congrès rejeta la participation des délégués russes sous le prétexte qu'il y allait être traité seulement "d'affaires allemandes". La présence de Luxemburg et Liebknecht fut rejetée parce qu'ils n'étaient pas ouvriers. Au cours du Congrès, les représentants majoritaires du SPD condamnèrent les conseils de soldats, accusés de saper le moral de l'armée et de provoquer son délitement. Dans la même logique de sabotage et de dévoiement, le SPD fit voter l'appel à l'élection d'une assemblée constituante pour le 19 janvier 1919. Malgré l'organisation par les Spartakistes d'une manifestation de masse devant le Congrès (plus de 250 000 manifestants), ce dernier resta sourd au mot d'ordre "Pour les conseils ouvriers et de soldats, non à l'assemblée nationale !" Ainsi ce Congrès qui devait constituer une force centralisatrice avec une autorité centrale, se réalisa dans des conditions qui n'étaient pas encore assez mûres pour réaliser une telle perspective. La dispersion

était encore le trait dominant dans la classe ouvrière. Cette centralisation artificielle, prématurée, à l'initiative des chiens sanglants du SPD, qui était plus ou moins imposée à l'ensemble de la classe au lieu d'être un produit de sa lutte, constituait d'emblée un obstacle majeur à l'unité de la classe. Ce Congrès était en fait une assemblée auto-proclamée, qui parlait au nom des ouvriers mais qui devait les trahir dès sa conception. Avec l'appel à la formation d'une assemblée constituante le plus tôt possible, assemblée qui devait tenir tout le pouvoir dans ses mains, l'appât de la démocratie parlementaire bourgeoise tendu par le SPD entraîna la majorité des ouvriers dans le piège. L'arme du parlement bourgeois fut le poison utilisé contre l'initiative des ouvriers.

Après ce Congrès, la bourgeoisie se rendit compte qu'elle pouvait utiliser immédiatement cette faiblesse politique de la classe ouvrière en déclenchant une seconde provocation militaire : les corps-francs et les troupes gouvernementales passèrent à l'offensive le 24 décembre. Onze marins et plusieurs soldats furent tués. De nouveau, une grande indignation s'éleva parmi les ouvriers. L'appel à la formation d'une Garde Rouge se fit entendre. Le 25 décembre, de puissantes manifestations eurent lieu. Le gouvernement fut contraint de reculer. Suite au discrédit grandissant qui avait frappé l'équipe au pouvoir, l'USPD, qui en faisait partie jusqu'alors aux côtés du SPD, se retira.

Cependant la bourgeoisie ne lâcha pas pied. Elle continua à vouloir procéder au désarmement du prolétariat de Berlin et se prépara à lui porter un coup décisif. La campagne de calomnie contre les révolutionnaires redoubla d'intensité, l'appel au meurtre des Spartakistes et de ses dirigeants apparut explicitement dans les tracts du conseil municipal du Grand Berlin : "Vous voulez la paix ? Alors chacun doit faire en sorte que la tyrannie des gens de Spartacus prenne fin ! Vous voulez la liberté ? Alors mettez les fainéants armés de Liebknecht hors d'état de nuire !...Seule la violence peut être opposée à la violence brutale de cette bande de criminels !" (29/12/1918) Ce fut à ce moment que le groupe spartakiste quitta l'USPD, fin décembre.

bre, pour former avec les Radicaux de Gauche, les IKD, le KPD.

Le moment était venu pour la bourgeoisie de parfaire le travail de sape idéologique par la répression ouverte. Le quartier général de la police avait été occupé par les ouvriers et les soldats révolutionnaires, et jusqu'en janvier il n'était pas encore tombé aux mains du gouvernement bourgeois. Le 4 janvier 1919, le super-intendant de la police de Berlin, qui était membre de l'aile gauche de l'USPD, fut écarté par les troupes gouvernementales. Une vague de protestation éclata contre le gouvernement. A Berlin, des centaines de milliers de gens prirent la rue le 5 janvier. Le *Vorwärts*, journal du SPD, fut occupé aussi bien que d'autres organes de presse de la bourgeoisie. Le 6 janvier, il y eut encore plus de manifestations de masse avec des centaines de milliers de participants.

La bourgeoisie provoque une insurrection prématurée

La direction du KPD vit le danger d'une insurrection prématurée et mit en garde contre elle, en insistant sur l'immaturité des masses ouvrières. Alors que, pendant les journées de juillet 1917 en Russie, les bolcheviks avaient réussi à empêcher une insurrection prématurée pour pouvoir jeter tout leur poids dans un soulèvement victorieux en octobre, le KPD ne parvint pas à le faire en janvier 1919 : un "Comité révolutionnaire" fut fondé le soir du 5 janvier 1919 par des délégués isolés du KPD (Liebknecht), des "hommes de confiance révolutionnaires" (1) ainsi que des représentants de l'USPD, alors que le congrès national des conseils en décembre et le conseil exécutif de Berlin avaient été désarmés et que les conseils ouvriers à Berlin n'étaient plus un lieu de centralisation, de prise de décisions et d'initiative ouvrière. Ce "Comité révolutionnaire" n'émanait pas de la force des conseils ouvriers, il n'avait même pas un mandat. Il ne put à aucun moment prendre la direction du mouvement à Berlin ou dans d'autres villes. Alors que le mot d'ordre "A bas le gouvernement" avait été donné par le "Comité révolutionnaire", celui-ci ne prit aucune initiative sérieuse pour réaliser cette orientation. Dans les usi-

(SUITE PAGE 2)

Le désarmement idéologique du prolétariat

Face à l'effervescence ouvrière, la bourgeoisie et le SPD ne pouvaient d'emblée envisager une politique de répression immédiate. Ils se devaient d'abord d'agir politiquement contre la classe ouvrière pour ensuite obtenir la victoire militaire. C'est ainsi que dès le 15 novembre, les syndicats et les capitalistes avaient conclu un accord pour limiter la radicalisation des ouvriers en faisant quelques concessions économiques. Ainsi fut accordée la journée de 8 heures sans réduction de salaire (en 1923, elle repassa à 10-12 heures). Par l'intermédiaire des syndicats, des "conseils d'usine" furent instaurés systématiquement, dont l'objectif était de canaliser l'initiative des ouvriers dans les usines, et de les soumettre au contrôle de l'Etat, contrecarrant de la sorte l'action des conseils ouvriers. La bourgeoisie prenait les devants.

Pour affaiblir les Spartakistes, fer de lance du mouvement révolutionnaire, une campagne fut lancée contre eux : outre les calomnies systématiques qui

présentaient Spartakus comme composé d'éléments corrompus, pillards, terroristes, les Spartakistes étaient interdits de parole. Le 6 décembre, les troupes gouvernementales occupèrent le journal de la Ligue Spartakus, le *Rote Fahne* (Drapeau rouge). Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et d'autres spartakistes furent arrêtés. En réaction à ces provocations du gouvernement, les révolutionnaires ne poussèrent pas à l'insurrection immédiate mais appelèrent à la mobilisation massive des ouvriers, les conditions nécessaires au renversement du gouvernement bourgeois n'étant pas encore réunies, notamment au niveau des capacités de la classe ouvrière. Le 9 puis le 13 décembre, le quartier général de la Ligue fut occupé par les soldats. Liebknecht fut dénoncé comme terroriste, responsable de l'anarchie et du chaos. Le SPD appela au meurtre de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht dès le début de décembre. Ayant tiré les leçons des luttes en Russie, la bourgeoisie allemande était

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.